
L'UNION EUROPÉENNE CONTRE LE BIEN COMMUN

CLAUDE ROCHET

claude.rochet@wanadoo.fr

Résumé : Le « déficit démocratique » de la construction européenne est aujourd'hui chose admise par les européistes les plus ardents, qui se proposent d'y remédier. La thèse défendue ici est que ce déficit est consubstantiel au dispositif de l'Union européenne, et que faire « plus de la même chose » en intensifiant la marche vers le fédéralisme ne peut qu'accroître son caractère non démocratique. Pour l'évaluer, on recourra à la notion de bien commun, qui, au cœur de notre conception républicaine, est la plus ancienne de la philosophie politique, et bénéficie de l'apport des sciences de la complexité.

1) IL N' Y A SOCIÉTÉ QUE S'IL Y A BIEN COMMUN.....	2
2) LES TROIS DIMENSIONS DU BIEN COMMUN.....	3
➤ <i>Le bien de la communauté.....</i>	3
➤ <i>La communauté du bien</i>	3
➤ <i>Le bien du bien commun.....</i>	3
3) L'INCONSISTANCE DU BIEN COMMUN EUROPÉEN	4
➤ <i>Le « tout » est supérieur à la somme des parties</i>	5
➤ <i>Le « tout » est soumis à la loi de l'entropie et ne peut survivre que s'il a un projet.</i>	5
➤ <i>Le bien commun n'est pas donné, mais est une réalité émergente qui suppose de l'interaction entre les parties et entre les parties et le tout.</i>	6
➤ <i>Il y a une intelligence collective propre aux systèmes vivants :.....</i>	7
➤ <i>Les systèmes ouverts sont indéterminés.</i>	8
➤ <i>Le système de pilotage doit être plus complexe que le système piloté.</i>	9
4) L'UNION EUROPÉENNE : UN SYSTÈME CONSTRUIT CONTRE LE BIEN COMMUN	10
➤ <i>Les conceptions de Jean Monnet :.....</i>	10
➤ <i>Le poids de l'hégélianisme</i>	12
➤ <i>Une vision mécaniste du monde qui élimine la démocratie</i>	14
➤ <i>Si l'Europe existait, il y aurait.....</i>	15
➤ <i>Pensée unique, pensée zéro et intimidation.....</i>	19
➤ <i>L'Union européenne, un « ordre nouveau »?</i>	21
5) POURQUOI « L'UNION EUROPÉENNE » EST-ELLE UNE MAUVAISE IDÉE ?	22
➤ <i>L'europhisme a le savoir</i>	22
➤ <i>Le savoir donne le droit au pouvoir</i>	24
➤ <i>L'europe va dans le sens de l'histoire.....</i>	25

Mis à jour le 16/05/00

Si nous comprenons un peu plus ce que nous sommes en train de faire, peut-être trouverons-nous ainsi plus facilement une issue à cet écheveau d'hallucinations que nous avons tissé autour de nous mêmes.

Gregory Bateson « Vers une écologie de l'esprit »

Le « déficit démocratique » de la construction européenne est aujourd'hui chose admise par les européistes les plus ardents, qui se proposent d'y remédier. La thèse défendue ici est que ce déficit est consubstantiel au dispositif de l'Union européenne, et que faire « plus de la même chose » en intensifiant la marche vers le fédéralisme ne peut qu'accroître son caractère non démocratique. Pour l'évaluer, on recourra à la notion de bien commun, qui, au cœur de notre conception républicaine, est la plus ancienne de la philosophie politique, et bénéficie de l'apport des sciences de la complexité.

1) IL N'Y A SOCIÉTÉ QUE S'IL Y A BIEN COMMUN

Une société qui perd le sens du bien commun est une société qui meurt. Gardons en vue la définition que nous en donne Thucydide. Le bien commun :

- transcende les intérêts privés et n'en est pas la somme.
- n'est pas défini au sens d'une loi ou d'une norme qu'il suffirait d'appliquer : il suppose le débat, la délibération au regard de ce qui semble juste et bien.
- est différent des valeurs définies par voie de convention.

Au cœur de la construction de la République, le bien commun et repose sur trois piliers:

- **Le droit de l'Etat**, qui est le garant de la cohésion nationale et sociale face aux particularismes, et a un pouvoir régalien d'innovation qui n'est pas subordonné à la réalisation préalable d'un consensus chez les citoyens. Les premiers légistes ont repris le principe d'Ulpian *Princeps a legibus solutus est*. Le prince n'est pas lié par les lois existantes pour en créer de nouvelles. C'est ce droit qui a permis à l'Etat de s'affranchir de la tutelle tant de l'Empire que de la seigneurie et des corporations.
- **Les droits de l'Homme**, sont les droits imprescriptibles de la personne humaine quelle que soit la forme de la société, le temps et le lieu. Ils traduisent en droit les principes de la loi naturelle et sont le contrepoids incontournable au droit de l'Etat.
- **Les droits du citoyen**, en décrivant le lien civil qui unit les citoyens entre eux et au corps social organisé, sont la convergence du droit de l'Etat et des droits de l'Homme et. Par définition, les droits du citoyen sont universalistes et ne reconnaissent pas de droits particuliers à une catégorie de citoyens, pas opposition au communautarisme qui fait proliférer les catégories particulières de droits (basé sur l'appartenance ethnique, l'orientation sexuelle, le sexe...).

L'homme, le citoyen et l'Etat : toute construction sociale est l'interaction de ces trois éléments. Elles sont très diverses en Europe, avec trois modèles dominants : le modèle germanique fondé sur l'unité du peuple par la culture, le modèle anglo-saxon fondé sur la primauté de l'individu, et le modèle français fondé sur l'Etat unitaire et égalitaire incarné dans la Nation. Ces modèles ne sont pas de circonstances, mais reposent sur des structures anthropologiques et d'organisation familiale précises¹ qu'il est vain de vouloir réduire par un acte administratif quelconque.

¹ On renverra ici aux travaux essentiels d'Emmanuel Todd sur les relations entre les structures familiales et les modèles anthropologiques d'organisation sociale et politique.

2) LES TROIS DIMENSIONS DU BIEN COMMUN

Les théories libérales anglo-saxonnes qui dominent chez les européistes proclament qu'il suffit de s'en remettre au marché pour réguler le système (rappelons la formule de Margaret Thatcher « la société n'existe pas² »). Des auteurs comme Amartya Sen³, Bernard Perret⁴ ou Jean-Claude Guillebaud⁵ rappellent que chez Adam Smith la société fondée sur des valeurs n'était pas niée, mais était supposée préexistante et stable, car structurée par un cadre normatif étranger au marché. La lecture qu'en font nos libéraux est donc fausse.

Posons maintenant la question à l'envers : si le bien commun est nécessaire sur le plan éthique, qu'est-ce qu'il rapporte ? Empruntons à Gaston Fessard⁶ sa distinction fort utile des trois composantes du bien commun :

1) Le bien de la communauté

Le bien commun commence par la décision de mettre en commun des ressources matérielles ou immatérielles. L'acte le plus évident est la création de services publics et d'infrastructures collectives. Mais cela n'est pas *en soi* porteur de sens

2) La communauté du bien

Chaque citoyen a-t-il réellement accès au bien de la communauté ? Les services publics sont-ils réellement au service du public ou au service des fonctionnaires, ou encore seulement au service de quelques citoyens qui seraient « plus égaux que les autres ? Cet accès est-il effectif ou en reste-t-on à un formalisme juridique que critique avec justesse Amartya Sen, qui introduit la distinction entre les « *libertés négatives* » (ne pas être empêché de faire quelque chose) et les « *libertés positives* » (pouvoir effectivement disposer de sa liberté). Pour les pauvres, les handicapés, les exclus de toutes sortes la jouissance effective du bien de la communauté requiert de mettre en place des mécanismes appropriés qui n'ont rien à attendre de « la main invisible du marché » et qui devront aller au-delà des théories formalistes rawlsiennes de l'équité.

3) Le bien du bien commun

C'est la valeur systémique du bien commun : partage-t-on un projet commun et des valeurs ? Quelle est la nature de l'interaction entre le citoyen et le bien commun ? Quel bénéfice en retire-t-on ? Cela peut aller de l'individualisme au totalitarisme absolu. Une société démocratique forte suppose une interaction dense entre le citoyen et la société, entre les droits du citoyen et de l'Etat, entre les droits de l'Etat et les droits de l'homme.

Dès lors que l'on admet cette valeur du bien commun, trois impasses se dessinent :

² « There is nothing such as society »

³ Amartya Sen « Ethique et économie », PUF, 1994

⁴ Bernard Perret « Les nouvelles frontières de l'argent » 1999

⁵ J.C. Guillebaud, « La refondation du monde », Seuil, 1999

⁶ Gaston Fessard « Autorité et bien commun »

- Celle de *l'économisme*, qui réduirait la recherche de l'harmonie sociale à la maximisation de l'intérêt individuel. Amartya Sen a dénoncé les limites de l'économie utilitariste classique (optimum de Pareto) et ses tentatives d'adoucissement par le formalisme que veut introduire la «théorie de la justice» de John Rawls, pour une nécessaire prise en compte de la situation réelle des gens par des actions différentes selon des situations différentes. Une action politique fondée sur des critères éthiques est donc nécessaire pour assurer le bien-être.
- Celle du *relativisme*, prôné avec succès aux Etats-Unis par Richard Rorty, qui postule que tout système de valeur est légitime du seul fait qu'il est un système de valeur, aucun système de valeur unifiant ne peut et ne doit être recherché. Le relativisme est la négation de la possibilité pour la raison humaine de rechercher une vérité qui puisse servir de cadre de référence à une communauté, et donc de l'existence même de cette communauté au-delà d'une simple collection d'individus, ou de « minorités ».
- Celle de *l'historicisme* et tout l'attirail idéologique de l'hégélianisme et de ses dérivés sur le « sens de l'histoire ». L'historicisme, qui inclut le relativisme en tant que relativisme historique, est « un des nombreux crimes commis par les intellectuels. C'est une trahison de la raison et de l'humanité » selon la formule de Karl Popper, qui en a été avec Leo Strauss, l'adversaire le plus radical. C'est sur la prédominance de l'historicisme dans l'intelligentsia et la technocratie européenne que se fonde le discours sur la soumission aux « impératifs » de toutes sortes, qui nie radicalement la liberté de l'homme de déterminer et d'être comptable de son avenir.

QU'EST-CE QUE L'HISTORICISME?

« Il est né de la peur; car nous prenons peur en découvrant que nous sommes responsables des règles éthiques que nous reconnaissons. Mais ce genre de tentative, née de la peur me semble revenir exactement à ce qu'on appelle communément une superstition. Car l'historicisme part de l'idée que nous pouvons récolter ce que nous n'avons pas semé: il essaie de nous persuader que tout finira bien et devra bien finir si nous marchons avec l'histoire; que nous n'avons pas à prendre de décisions importantes; et il tente de faire endosser notre responsabilité à l'histoire, c'est à dire un jeu de puissances démoniaques qui se déroulent au delà de nous.... C'est un espoir dégénéré et une croyance dégénérée, une tentative visant à remplacer l'espoir et la croyance -laquelle est fondée sur notre enthousiasme moral et sur le mépris de la réussite- par une certitude qui correspond à une pseudo science (...).

Karl Popper « Toute vie est résolution de problème » t.2, 1999

3) L'INCONSISTANCE DU BIEN COMMUN EUROPÉEN

La construction européenne est-elle une construction du bien commun ? L'examen de ses mécanismes conduit à en douter.

Fondamentalement, le bien commun est la conjugaison de l'unité et de la diversité : universalité de la loi, diversité des conditions d'applications. C'est un des principes les plus anciens de la philosophie politique puisqu'on le trouve dans les Ecritures : à l'universalité de la Loi que décrit saint Paul dans l'Épître aux Romains, correspond la multiplicité des conditions d'écoute et de mise en œuvre décrites dans Actes 2 des Apôtres. Le bien commun n'est donc pas une Babel totalitaire qui nierait l'individu, mais un processus qui va unir l'individu libre et capable de délibération sur son destin, au corps social organisé.

Comprendre cette dynamique du bien commun, c'est comprendre la dynamique des systèmes vivants. Au-delà des cadres de la philosophie politique classique, la théorie générale des systèmes et les nouveaux apports des sciences fondamentales à l'épistémologie ouvrent des voies nouvelles. La philosophie politique classique nous invitait au discernement éthique « *ce principe éthique reçoit aujourd'hui un support théorique et scientifique. On peut désormais considérer l'éthique de façon formelle, rigoureuse, logique, mathématique et l'on peut la fonder sur d'autres bases que de simples sermons faits d'invocations. Nous n'avons plus à « ressentir » les choses d'une façon ou d'une autre ; nous pouvons parfois savoir ce qui est bien et ce qui est mal* »⁷

Poser le problème de la construction européenne en termes de dynamique des systèmes, c'est utiliser quelques points clés d'analyse :

➤ **LE « TOUT » EST SUPÉRIEUR À LA SOMME DES PARTIES**

Le «tout», en l'occurrence l'Union Européenne, doit avoir une valeur supérieure à celle de l'addition de ses parties, les états membres. Ce « tout » est créé par l'interaction des parties entre elles, il a une valeur systémique propre. C'est ce « tout », ou projet, ou bien commun du système qui lui permet d'être en interaction avec son environnement et de garder son identité - donc son projet- tout en se modifiant pour intégrer l'information reçue et l'expérience acquise.

Bâtir une **confédération** d'Etats ne vise pas à créer un « tout », mais seulement une coopération entre les parties autour de programmes de construction en commun (Arianespace, le Concorde, l'Euratom) ou une zone de libre-échange.

Bâtir une **fédération** suppose au contraire de créer un « tout » nécessairement supérieur à la somme des parties, et donc bien sûr à chaque partie. Ce sont deux logiques de nature profondément différentes. En prenant comme exemple, à l'appui de la construction d'une Europe fédérale, les réussites des programmes de coopération comme la PAC ou les programmes de coopération industrielle, les européistes commettent un abus de langage et à tout le moins une erreur épistémologique : *plus de coopération ne mène pas à une fédération !* Il y a là un changement de projet que l'on ne peut se cacher sans risque grave d'échec, car on ne peut parvenir à un changement en faisant « plus de la même chose ».

➤ **LE « TOUT » EST SOUMIS À LA LOI DE L'ENTROPIE ET NE PEUT SURVIVRE QUE S'IL A UN PROJET.**

Un système est quelque chose -n'importe quoi- qui a des activités, échange de l'information avec son environnement et est capable de garder son identité au service d'une finalité. Si l'on crée une Union, cet ensemble va se trouver confronté à des problèmes à résoudre qui vont l'obliger à se modifier, à rechercher de nouveaux équilibres internes pour enrichir le « tout » et le rendre capable d'affronter des problèmes de plus en plus complexes. En recherchant ces nouveaux équilibres, le système se désorganise et dépense de l'énergie : c'est le phénomène d'entropie.

⁷ G. Bateson « De Versailles à la cybernétique », in « Vers une écologie de l'esprit, Seuil, 1978

La complexité des systèmes vient de ce qu'ils fonctionnent en boucle : l'ordre tend à se dégrader en désordre, à son tour porteur d'ordre au travers des interactions qu'il suscite entre les éléments de l'organisation : « *Il y a des ordres dans le désordre* » dirait Edgar Morin. Comprendre le mécanisme de ces interactions, analyser les problèmes, identifier les arborescences causes-effets, pour rendre le système pilotable, capable d'apprendre et de faire face à l'évolution de plus en plus rapide de son environnement : tel doit être le projet du concepteur d'un système. Il lui faut donc une cohérence interne très forte pour recréer en permanence de l'ordre à partir du désordre.

L'existence d'un bien commun qui permette au système de délibérer sur son projet est donc indispensable pour créer de l'ordre face au désordre. A défaut, c'est le système entier qui périlclite. Les interactions au sein d'un système engendrent de toutes façons un modèle, soit un corps de règles éthiques. Si ces règles implicites sont en dissonance avec les règles explicites affichées, le système se dérègle et se dégrade très vite. C'est ce qui est arrivé au système d'équilibre européen issu de la première guerre mondiale, basé sur les traités de paix. Ce système s'était créé en affichant le principe de la paix universelle et sur une capitulation de l'Allemagne sur la base modérée des « 14 points de Wilson ». Le Traité de Versailles appliqua dans la pratique des principes inverses, corrompant le système, et installant un facteur d'entropie très puissant au travers d'un sous-système très faible : l'Allemagne, que le principe des réparations condamnait à la faillite. La République de Weimar ne put générer assez de cohérence interne pour garantir sa stabilité. Dépourvue de projet interne, l'Allemagne allait en trouver un et retrouver une dynamique en luttant contre le système central, celui des traités, qu'elle estimait à l'origine de ses problèmes, et qui l'était effectivement. La dynamique qui s'en est suivie a été parfaitement décrite par Gregory Bateson d'un point de vue systémique : « *Ainsi non seulement la II^e guerre mondiale fut la réponse appropriée d'une nation qui avait été indignement traitée, mais surtout ce genre de traitement eut comme conséquence nécessaire la corruption de la nation. Et la corruption de l'Allemagne entraîna notre propre corruption*⁸ »

➤ **LE BIEN COMMUN N'EST PAS DONNÉ, MAIS EST UNE RÉALITÉ ÉMERGENTE QUI SUPPOSE DE L'INTERACTION ENTRE LES PARTIES ET ENTRE LES PARTIES ET LE TOUT.**

Un système est arborescent. Cette arborescence relie les parties entre elles par ordre de complexité croissante. Chaque partie est un (sous) système, qui peut être un système à part entière ou une simple brique. Le système va essayer toutes les arborescences possibles pour ne retenir que celles qui sont adéquates à son projet. Ce principe de tentatives et de sélection des solutions par adéquation des arborescences est à la base des théories de l'évolution : la nature tente toutes les possibilités et les combinatoires possibles pour ne retenir en fin de compte que les plus stables. Ce processus n'est pas linéaire mais récursif : l'état d'équilibre obtenu est comparé au projet, et ne sont retenues que les architectures jugées adéquates. Le processus est itératif et progresse par essais et erreurs. Il permet d'avoir une meilleure intelligence du but que le système peut s'assigner : des hypothèses sont éliminées car non viables, tandis que d'autres, beaucoup plus ambitieuses que les hypothèses initiales, apparaissent comme viables.

⁸ De Versailles à la cybernétique, in « Vers une écologie de l'esprit », t1,p. 230

Au cours de ces itérations, le système accumule de l'expérience, enrichit sa capacité à comprendre ses propres lois de fonctionnement : il devient un *système apprenant*. Le « couple franco-allemand » a été un système apprenant : le projet commun de De Gaulle et de Adenauer était de se réconcilier et d'apprendre à vivre ensemble. Ils ont donc défini un cadre de coopération par le Traité de Paris qui allait permettre d'entreprendre des projets ensemble. Mais qu'a-t-on appris ? Qu'il était possible, avec des modes opératoires appropriés, d'entreprendre des projets en commun pour un bénéfice mutuel à partir de cadres culturels et historiques différents au point qu'ils aient été pendant deux siècles considérés comme antagonistes. On n'a nullement appris que ces identités étaient réductibles et solubles – et encore moins qu'il était nécessaire de les dissoudre dans un quelconque ensemble éthéré : un tel projet, nous le verrons, procède d'une vue idéologique qui ne repose pas sur l'expérience acquise.

➤ *IL Y A UNE INTELLIGENCE COLLECTIVE PROPRE AUX SYSTÈMES VIVANTS :*

Le laboratoire du Santa Fé Institute qui a vu naître les plus grandes percées de la physique et leurs prolongements épistémologiques depuis la fin de la II^e guerre, se consacre à des recherches sur le fonctionnement des systèmes basés sur l'interaction d'agents dits autonomes et intelligents. De ses conclusions⁹ on retient que l'interaction entre agents hétérogènes permet de créer une structure cognitive commune qui vaut plus par l'intensité de ses interactions que par son contenu. Dès lors qu'existe cette structure cognitive, de nouveaux concepts peuvent émerger de l'ensemble des alternatives générées par la mise en relation des préférences individuelles des acteurs. Le système peut ainsi faire émerger des solutions stables à partir de l'interaction réellement collective des individus, et non la victoire d'un point de vue sur un autre. Il est donc possible de bâtir des solutions consensuelles stables. On peut montrer que les systèmes sociaux sont capables de gérer les conflits entre les besoins divergents exprimés par les sous-systèmes, et sans perte de vitalité et de viabilité. Ils ont donc une intelligence symbiotique qui se construit par leur capacité à créer un bagage commun de connaissance¹⁰. Il est donc bon de coopérer et d'entreprendre des projets ensemble.

Une des questions essentielles posée par cette approche est celle de la relation entre l'action d'un individu ou d'une organisation et la dynamique du système global. Les systèmes centralisés du XX^e siècle, que ce soient des systèmes totalitaires ou plus simplement des mega-organisations publiques ou privées ont montré leur incapacité à traiter l'énorme quantité d'informations qui leur arrive, car ce sont des organisations *plus compliquées que complexes*. Par contre, dans les systèmes qui font des êtres humains les premiers acteurs de la résolution de problèmes face à une quantité limitée d'informations à traiter au niveau qui leur correspond, on peut profiter de cette dynamique auto-organisatrice de création d'intelligence. Mais à une condition : que le système soit décentralisé et s'organise par arborescence de sous-systèmes. De la sorte, les acteurs peuvent interagir par niveaux d'inférences successifs et prendre des décisions collectives satisfaisantes.

⁹ Collective choice and mutual knowledge structure", <http://www.santafe.edu/sfi/publications/Working-Papers/98-04-032.ps>

¹⁰ Voir "Symbiotic intelligence: self-organizing knowledge on distributed networks driven by human interaction", article rédigé par cinq chercheurs du Santa Fé Institute et du Laboratoire National de Los Alamos. <http://www.santafe.edu/sfi/publications/98wplist.html> (WP 98-05-039)

Les décisions obtenues sont-elles stables ? Cela dépend de la rigueur et de la transparence du processus suivi. Dans les expériences du Santa Fé Institute, on observe que les solutions peuvent se dégrader très rapidement. Premièrement, sous l'effet du « bruit ». Le bruit, tel que défini par la théorie de l'information de Claude Shannon, est constitué d'éléments d'informations (des « bits ») générés de manière aléatoire (du « blablabla ») et qui donc brouillent le message. Le processus de décision doit donc être rigoureux pour trier les informations qui contribuent à créer de la connaissance collective et celles qui ne sont que bruit. Pour faire des choix, le système va en évaluer la valeur au regard de leurs conséquences possibles, et donc, pour revenir à un langage philosophique, du point de vue éthique. **Sans éthique, mesurée à l'aune du bien commun, le système ne peut donc décider.**

Deuxièmement, les systèmes ouverts ont un comportement stochastique¹¹ lorsqu'ils sont soumis à un intrant aléatoire externe : ils vont commencer par diverger en explorant toutes les combinaisons possibles, puis converger autour des solutions qui assurent la préservation et le redéploiement du système. L'erreur est ici de réduire la diversité du système de décision, qui choisirait de se concentrer sur les « meilleurs éléments ». Pour qu'une solution collective soit stable, il faut qu'elle soit réellement collective et que chacun ait pu en être activement acteur. *La participation du plus grand nombre est un gage de stabilité de la décision, la réduction de la prise de décision sur une élite une source d'instabilité.*

L'Europe se construit-elle sur un projet stable né d'un processus rigoureux et collectif d'interaction entre tous ses membres ? Les exigences et les conclusions de la science rejoignent ici celles de la philosophie politique.

➤ *LES SYSTÈMES OUVERTS SONT INDÉTERMINÉS.*

Dans un système fermé—qui est à l'abri de variables externes non maîtrisées et dont toutes les interactions peuvent être dénombrées – on peut prédire de manière déterministe les relations entre les causes et les effets. On peut imaginer de prédire la conséquence précise de la baisse de 1 point de TVA sur le niveau de l'emploi, par exemple.

Il n'en est rien dans un système ouvert pour les raisons précédemment décrites du comportement stochastique de ces systèmes. C'est pour cette raison que toutes les politiques publiques fondées sur les prémisses du type « Je vais faire ça pour obtenir ça » échouent systématiquement et aboutissent généralement à l'effet inverse. Dans un système ouvert, il faut suivre un parcours apprenant et procéder par hypothèses successives que l'on va éliminer pour retenir la moins mauvaise. Les hommes politiques qui réussissent en économie ont généralement eu cette humilité de procéder par itérations que l'on évalue à l'aune du « bon sens » M. Pinay a toujours attribué sa légende à son bon sens et à sa modestie, plus qu'à un génie particulier.

La question du déterminisme nous rapproche encore un peu plus de la philosophie politique : le déterminisme, alors même qu'il voit ses fondements épistémologiques réduits à néant par les progrès des sciences, domine toujours en politique. Les hommes politiques continuent à proposer des « solutions » qui produiront des « effets ». Churchill, lui, n'a promis que « du sang, de la sueur et des larmes » au peuple britannique. De Gaulle n'a mobilisé le peuple français qu'autour « d'une certaine idée de la France ». Ils proposaient à leur peuple un projet leur permettant d'enrichir leur bien commun et leur cohésion sociale en développant l'engagement dans le débat public autour du respect des droits naturels de l'homme, grâce à une sécurité garantie par le respect des droits de l'Etat. Ils ont fait faire à leur pays bien plus de progrès fondamentaux et durables que tous les vendeurs de solutions réunis.

¹¹ Stochastique : capacité à atteindre un but au travers de la génération aléatoire d'une multitude de possibilités

L'Union européenne est un système ouvert fort complexe, tant par la complexité générée par les interactions entre les 15 états membres que par la complexité externe générée par les interactions des états membres et celle de l'union avec le reste du monde. De quel système intelligent s'est-elle dotée pour la piloter ?

➤ *LE SYSTÈME DE PILOTAGE DOIT ÊTRE PLUS COMPLEXE QUE LE SYSTÈME PILOTÉ.*

Pour qu'un système en pilote un autre, il faut que sa complexité soit égale ou supérieure à celle du système piloté. À défaut, il y a inversion du pilotage : ce sont les parties qui pilotent le « tout », qui va rapidement se désagréger.

Piloter, c'est prendre des décisions. Le système décisionnel de l'Europe reste basé sur l'unanimité, ce qui est nécessaire pour assurer la stabilité des décisions. Nous avons vu qu'il est possible, par un processus de délibération adéquat, de parvenir à des décisions stables. À deux conditions : qu'il existe un projet européen partagé, un bien commun, congruent avec les projets de chaque partie, le bien commun des Etats. Pratiquement, décider à 15 veut dire que les 15 partagent un système de valeurs, un bien commun suffisamment fort pour réévaluer leur projet particulier et leur position à la lumière de l'intérêt général. C'est une démarche vertueuse qui peut alors s'engager ou chacun va lâcher un peu individuellement pour gagner beaucoup collectivement. Cela suppose que chaque représentant des Etats ait accompli le même processus de délibération en son sein au regard de ce même système de valeurs commune, ce même bien commun européen.

Il est clair aujourd'hui qu'un tel processus décisionnel n'existe pas. Les demandes des fédéralistes de passer au vote à la majorité au lieu de l'unanimité, et le blocage prévu du système de décision en cas d'élargissement de l'union aux PECO, sont la reconnaissance de l'inexistence d'un bien commun européen qui puisse permettre au système de décider.

4) L'UNION EUROPÉENNE : UN SYSTÈME CONSTRUIT CONTRE LE BIEN COMMUN

À ce point de l'exposé, nous avons fait le constat de l'ignorance par les européistes de la philosophie politique et des cadres épistémologiques de compréhension des systèmes humains. Cela n'a rien d'extraordinaire. Ni l'un, ni l'autre ne sont enseignés dans les écoles d'où sortent nos décideurs tombés sous le charme du mythe européen. Comme l'a souligné Leo Strauss, *la philosophie politique moderne a été remplacée par l'idéologie*¹², soit des constructions intellectuelles pré-établies, des mécaniques déterministes auxquelles la réalité est mise en demeure de se conformer. Quant à la science des systèmes et aux acquis des sciences fondamentales, ils sont tout simplement ignorés. Il n'est pas anormal que les gourous de l'européisme – qui chaque jour se rient de la ringardise de leurs contradicteurs souverainistes - l'ignorent, et en soient restés aux cadres épistémologiques positivistes de la fin du XIX^e siècle. Souvenons-nous qu'Erwin Schrödinger déclarait en 1951¹³ qu'il faudrait une cinquantaine d'années pour que les acquis des sciences – dont Bachelard commençait à tirer les premières leçons dans les années trente¹⁴ - finissent de ruiner les anciens cadres de référence déterministes du public cultivé. Le délai arrive à son terme et il semble bien que la résistance soit plus forte que prévue, car rien n'a changé chez les européistes depuis le credo positiviste de Monnet.

L'examen des mécanismes actuels de la construction européenne montre qu'il ne s'agit pas d'un retard – qui pourrait être somme toute bénin et corrigé – mais qu'elle est enserrée dans un véritable corps idéologique déterministe, incompatible avec toute forme de démocratie autre que cosmétique.

➤ *LES CONCEPTIONS DE JEAN MONNET :*

Si l'idée européenne est sympathique aux Français, c'est d'abord parce que c'est une idée française au départ, et orientée vers la réconciliation franco-allemande. Son épicycle, avec Robert Schumann, était l'Alsace, terre française s'il en est. Ensuite, l'idée européenne – vue de loin – sent bon l'universalisme et la fraternité entre les peuples, valeurs auxquelles nous sommes, à juste titre, très attachés.

L'examen du parcours du « père de l'Europe », Jean Monnet, nous conduit à de toutes autres conclusions.

¹² « Quant à la philosophie politique moderne, elle a été remplacée par l'idéologie : ce qui était à l'origine une philosophie politique est devenue une idéologie. Ce fait en lui-même est peut-on dire au cœur de la crise contemporaine de l'occident ». Leo Strauss « La cité et l'homme »

¹³ « Les cinquante années qui viennent de s'écouler – la première moitié du XX^e siècle – ont vu un développement de la science en général, et de la physique en particulier, qui exerce une action transformatrice sans équivalent sur notre conception occidentale de ce qu'on appelle souvent la condition de l'homme. Je suis presque certain qu'il faudra encore cinquante ans pour que la portion cultivée du grand public devienne consciente de ce changement » Conférence faite à Dublin en 1951, in « Physique quantique et représentation du monde », Seuil.

¹⁴ « Le nouvel esprit scientifique », Bachelard, 1938

4) *Le mépris de l'expert pour la Nation :*

Jean Monnet a gardé la nationalité française, mais a passé la plupart de sa vie aux Etats-Unis, où il s'est installé avant la première guerre. Sollicité par de Gaulle en juin 40 pour rejoindre la France libre, il déclare son absence de foi en cette idée et retourne aux Etats-Unis où il alimentera, au travers de son amitié avec le conseiller de Roosevelt, Hopkins, le mépris du Président pour les nations européennes décadentes, à part l'Angleterre. Il sera un défenseur du maintien des relations entre les Etats-Unis et Vichy, puis de la solution Giraud, avant de se rallier à l'évidence de la victoire de la France libre. Dès le départ du Général des affaires, en 1946, il redeviendra un farouche anti-gaulliste. Monnet fut en charge du plan américain de réarmement, puis de la préparation du plan de ravitaillement de l'Europe après la Libération. C'était un technocrate – excellent - qui croyait au pouvoir des experts, mais certainement pas à la source de vie que sont le peuple et la nation, qui étaient des notions qui lui faisaient horreur. La conclusion du Traité de l'Elysée entre de Gaulle et Adenauer le 22 janvier 1963 signait la réconciliation entre la France et l'Allemagne. Cette construction de la paix et de la coopération en Europe par des traités bilatéraux ne plut pas à l'idéologue Jean Monnet. Elle ne plut pas non plus aux Etats-Unis qui voyaient d'un mauvais œil l'Allemagne prendre son autonomie. Ils invitèrent donc le Bundestag à faire précéder la ratification du Traité d'un préambule atlantiste qui le vidait largement de sa substance. Sur quel conseiller s'appuya le Bundestag pour rédiger sa déclaration ? sur Jean Monnet !¹⁵. Et comme beaucoup de Français cultivés, il éprouva le besoin de se livrer - de préférence devant des étrangers- à l'exercice sado-masochiste du dénigrement de la France comme pays « arriéré » et « à la traîne ». Exercice promis, 50 ans plus tard, au plus grand succès.

En écrivant que Monnet aurait plus sa place au cimetière d'Arlington qu'au Panthéon, Jean-Claude Barreau¹⁶ a la dent dure, mais s'agissant d'un symbole, sa réflexion n'est pas dépourvue de pertinence.

5) *La suprarationalité:*

Monnet était un positiviste : il croyait au pouvoir de la science pour parvenir à une connaissance parfaite du monde et de la technique pour l'organiser de manière rationnelle. Pour ce faire, le pouvoir devait revenir aux experts, et tout débat « politique » ne pouvait que perturber la sérénité et donc la rationalité de leurs délibérations et de leurs décisions. C'est là la source fondamentale de l'idée fédéraliste : **bâtir un ordre technique rationnel supranational, à l'abri des perturbations du débat démocratique**, qui viendrait imposer sa rationalité aux nations nécessairement versatiles car y restant soumises.

¹⁵ Jean Monnet, Mémoires, T. II, p. 706

¹⁶ Jean-Claude Barreau « Le coup d'état invisible », 1999

La systémique de Monnet est bien loin des exigences que nous avons exposées. Pour Monnet, le bien collectif n'est pas une construction à partir de l'interaction avec le bien particulier, c'est une construction établie directement par les experts dont découle le bien particulier : « Le bien collectif est donc identique avec le bien particulier, mais il faut d'abord rechercher le premier, le second est induit. On ne part pas du premier pour arriver au consensus communautaire, ce serait la coopération que récuse fermement Jean Monnet. Au contraire, on part d'un accord sur le problème dans sa globalité et les conséquences particulières sont facilement dérivées »¹⁷. Il n'y a aucune place pour les exigences d'itération et de débat démocratique que suppose la construction d'un système robuste.

Il s'agit de bâtir un ordre suprarationnel qu'il faut protéger des interventions perturbatrices des Etats, : « Nous exercerons nos fonctions en pleine indépendance dans l'intérêt général de la communauté... Nous prenons acte de l'engagement des états membres de respecter le caractère supranational et de ne pas chercher à nous influencer dans l'exécution de nos tâches »¹⁸. Nous entrons dans la *supra-rationalité* du sage, que la *supra-nationalité* doit garantir.

➤ LE POIDS DE L'HÉGÉLIANISME

L'approche technocratique de Monnet allait trouver un terrain favorable dans l'intelligentsia, très largement dominée, et de plus en plus, par la philosophie hégélienne. Son procès a été fait avec vigueur par Karl Popper, qui, réfugié en 1940 en Nouvelle-Zélande, a fait de son ouvrage « La société ouverte contre ses ennemis » sa contribution à la lutte contre le nazisme, qu'il inscrivait dans le droit fil de la philosophie hégélienne. Ce qui a fait la force du nazisme et sa capacité à bâtir et à maintenir jusqu'au bout un système cohérent, c'est son inscription dans la continuité du romantisme allemand de Fichte, Schelling et Hegel qui a relégué aux archives les acquis de l'*Aufklärung*, la philosophie des lumières allemande¹⁹. La philosophie politique de Karl Popper se fonde sur ses travaux de scientifique et d'épistémologue et peut se résumer en quelques points majeurs :

- L'avenir est ouvert et aucun déterminisme historique ne peut nous dire ce que sera l'avenir. Nous sommes entièrement libres, et ce qui adviendra demain sera les fruits de nos décisions et non-décisions implicites ou explicites (rejet de l'historicisme).
- Il est parfaitement possible de parvenir à des décisions communes et de bâtir le bien commun (« public good ») dès lors que l'on a le souci d'apprendre l'un de l'autre, ce qui veut dire ne pas noyer les différences dans un magma mais d'en faire une ressource pour progresser vers la vérité (rejet du relativisme).

¹⁷ Jean-Claude Lavigne, « Le bien commun, approches philosophiques et politiques », ESPACES (association dominicaine qui a réalisé une importante étude sur «L'Europe et le bien commun »)

¹⁸ Jean Monnet, Mémoires p. 438

¹⁹ Sur la cohérence culturelle du nazisme avec le romantisme allemand, voir l'ouvrage incontournable de Peter Reischel « La fascination du nazisme », O. Jacob.

- En philosophie politique, la question n'est pas de savoir QUI doit gouverner la société, mais COMMENT elle doit être gouvernée et POUR QUOI. La question du QUI est une question platonicienne et vise à assurer le règne des philosophes et des « sages » sur la société - doctrine entièrement reprise par Hegel- qui s'oppose au COMMENT qui est la question socratique du progrès par questionnement et résolution de problèmes. Le débat sur le QUI mène aux oppositions gauche-droite qui occultent le débat sur la nature de la société démocratique. Le critère discriminant d'une société démocratique n'est pas de savoir qui la gouverne, mais de pouvoir en permanence délibérer sur le « Quoi? » et d'être assuré de pouvoir renverser le gouvernement sans effusion de sang (rejet absolu de l'hégélianisme)²⁰.

Le lien entre hégélianisme et européisme sera fait en France par Alexandre Kojève, philosophe, puis haut fonctionnaire à la DREE jusqu'à sa mort. Il a formé l'élite de l'administration et de l'intelligentsia française à la vénération de Hegel. Il se qualifiait lui-même de « marxiste de droite », croyant à la fin de l'histoire, qu'il datait très précisément du 13 octobre 1806 (date de la bataille d'Iéna). La fin de l'histoire annonçait la fin de la construction du monde par la dialectique « maître esclave » et la possibilité du règne du sage sur l'Etat universel et socialiste mondial. Kojève s'est opposé radicalement à Leo Strauss, défenseur de la philosophie politique du droit naturel « En promettant l'Etat universel et homogène comme terme et fin de l'histoire (...), Kojève annonce l'avenir probable du « dernier homme », en se fondant sur la croyance que seule l'universalité reconnue du particulier humain peut rendre heureux tous les hommes »²¹. Fin des nations donc, héritage de la dialectique « maîtres – esclaves ».

L'influence de Kojève fut immense dans la haute administration française. Elle apportait tout ce que l'intelligentsia aime : l'esprit brillant, une intelligence formelle absolue, de la séduction par une rhétorique hermétique qui donne à ceux qui la maîtrisent un fort sentiment d'appartenance à une caste culte et la capacité d'embobiner les contradicteurs, ... et la justification de la domination du monde par les « sages ».

Il mourut en 1968. Au moment où entrait en scène Benard-Henri Lévy. Avec moins d'intelligence compensée par plus de malhonnêteté, la relève était assurée.

²⁰ Pour une découverte et une synthèse de l'œuvre de Karl Popper (en philosophie politique), lire « Toute vie est résolution de problème », Actes Sud 1999.

²¹ ~~Dominique Auffret « Alexandre Kojève », 1990, Grasset. Sur Kojève lire également « Les pensée du premier eurocate »~~ <http://www.republique-des-lettres.com/dossiers.html/kojeve.html>

L'HÉGÉLIANISME

« Hegel doit surtout sa réputation à ceux qui, aux disciplines ardues de la science, préfèrent une initiation superficielle aux secrets de l'univers. Grâce à la logique hégélienne, méthode magique substituée à l'aride logique formelle, les problèmes les plus difficiles peuvent être résolus rapidement et avec toutes chances de succès. Elle a, en effet, toutes les apparences d'une méthode scientifique rigoureuse, sans exiger beaucoup de connaissance ni d'expérience. Le succès de Hegel marqua le début de l'âge de la malhonnêteté, selon l'expression de Schopenhauer... qui deviendra ensuite « l'époque de l'irresponsabilité », c'est à dire celle du totalitarisme moderne, où l'irresponsabilité morale succède à l'irresponsabilité intellectuelle. C'est l'ère des formules ronflantes et du verbiage prétentieux »²².

Ce sera celle, aussi, de la construction européenne.

➤ *UNE VISION MÉCANISTE DU MONDE QUI ÉLIMINE LA DÉMOCRATIE*

L'euro est sans doute la quintessence enfin réalisée de cette pensée, aussi prétentieuse que non scientifique.

6) Le déterminisme, ou l'élimination par décret de la complexité du monde

A défaut de construire un Etat, on crée une monnaie « apolitique » censée venir à bout de l'indiscipline des Etats. Ce sont les conceptions de Monnet appliquées à la lettre. Certes, les européistes nous expliquent que nous vivons une « première » historique, puisque la création de la monnaie va précéder la création de l'Etat²³.

Derrière la rhétorique, examinons la cohérence du système ainsi créé :

La monnaie va devenir le système central de pilotage de l'ensemble du dispositif. Pour le mettre à l'abri des parasites provoqués par les Etats, on l'isole en en confiant la gestion à un banque centrale « indépendante ». Il n'est pas prévu d'instance d'interaction entre la BCE et les autres parties du système (hormis une prothèse créée à la demande de Lionel Jospin, le « Conseil de l'Euro », qui n'a aucun pouvoir). Question : comment l'euro va-t-il piloter le système ? Réponse : il ne va pas le piloter puisqu'il n'a qu'un objectif et un seul : la stabilité des prix. Qui donc va piloter le système, puisqu'il n'y a pas de système de pilotage politique ? La seule réponse possible est : le marché.

Mais le marché va accroître les différences de développement entre les pays. Il va accroître la complexité du système, requerrant donc –principe du pilotage – un système plus complexe. Non, nous répondent les experts, on va au contraire réduire la complexité du système par la politique des « réformes structurelles », qui vont essentiellement en l'alignement des régimes sociaux et du coût des services publics. « Il est ... nécessaire que ces différents éléments qui constituent le cœur du pacte social de chaque nation et affecte la conception qu'a chaque citoyen de la qualité de ce pacte, puissent graduellement être harmonisés, et qu'en particulier la proportion des dépenses publiques par rapport au produit national diminue dans beaucoup de pays. »²⁴. L'euro va donc bien imposer une uniformisation radicale de l'Europe par l'alignement des régimes sociaux. Cet alignement, s'il doit se faire, interviendra en période de récession. On se doute dans quel sens il se fera.

²² « La société ouverte et ses ennemis » Seuil, p. 18-19

²³ Toutes les autres tentatives de ce type ont échoué, nous rappelle l'économiste Jean-Jacques Rosa dans « L'erreur européenne », 1998

²⁴ Jean-René Bernard, Commentaire, printemps 99

7) *Le débat démocratique remplacé par la monnaie*

Nous entrons donc dans un ordre où le seul régulateur sera monétaire. *Que deviennent les considérations éthiques* dans la prise de décision, dont nous avons mesuré l'importance pour bâtir des systèmes robustes et une économie efficace ? *Que devient la culture*, si importante pour la cohésion sociale ? *Que devient la délibération démocratique* qui assure la stabilité des décisions ? *Trop complexe! rayées du système!* « L'ordre monétaire doit être critiqué en tant qu'il réduit la diversité des formes d'échange social et qu'il appauvrit le contenu des interactions entre le développement économique et la culture. Le projet de spécialiser la rationalité économique en réduisant au minimum ses points de contact avec l'éthique (...) pourrait s'avérer mortel pour la société (y compris du point de vue des échanges économiques) s'il est poussé jusqu'au terme de sa logique »²⁵.

Pousser la logique à son terme, c'est pourtant le projet des européistes qui entendent s'y adonner avec enthousiasme : « Profitons donc, pour lancer des réformes du choc salutaire de la monnaie unique, bouleversante nouveauté, fantastique ouverture sur l'air du large, propre à dissiper les miasmes attardés de notre vieux délire social –étatiste et national protectionniste. L'euro est un instrument de la liberté pour les particuliers, mais de discipline pour les gouvernants. Et qu'on ne vienne pas prétendre que la monnaie est un attribut de souveraineté»²⁶

L'argument du « choc salutaire » par la monnaie est spécieux. Les systémiciens savent qu'un système ne change que sous l'effet de sollicitations externes. Mais pour que le changement se produise, il faut que cette sollicitation soit perçue comme un problème à résoudre par le système, déclenche un processus de délibération entre les acteurs du système pour le faire évoluer au regard du projet commun. Or, de projet commun, l'Europe n'en a pas puisqu'il s'agit, selon l'expression délicate de Jean-Louis Bourlanges, d'une « fédération sans fédérateur ».²⁷ Ensuite, cela suppose que les parties du système puissent agir comme des agents intelligents capables de délibération pour faire émerger un système de pilotage plus complexe. Dans la configuration qui nous est proposée, les acteurs sont considérés comme inintelligents, « attardés » dans le « délire social » et « national protectionniste ». La relation est telle qu'on la voit aujourd'hui : linéaire, autoritaire, méprisante, toute objection étant couverte d'anathèmes.

A ce stade, nous pouvons dire que si les concepteurs et les pilotes actuels du projet de « construction européenne » présentaient leur projet devant un jury pluridisciplinaire réunissant quelques grands noms des sciences, de l'épistémologie et de la philosophie politique, ils seraient renvoyés vers la librairie la plus proche pour se procurer, pour quelques centaines de francs, les éléments d'une culture de base en épistémologie et en science des systèmes qui leur font défaut.

➤ *SI L'EUROPE EXISTAIT, IL Y AURAIT...*

Il y aurait bien sûr un bien commun et l'on serait tenté de se poser les trois questions pour évaluer le monde prométhéen que l'on construit à l'abri de nos yeux.

²⁵ Bernard Perret « Les nouvelles frontières de l'argent », 1999 Seuil

²⁶ Claude Fouquet « Adieu au franc, Vive l'euro » Commentaire, printemps 99

²⁷ Commentaire, op. cit.

1) Un bien de la Communauté ?

Pour nous conduire sur les sentiers merveilleux du sens de l'histoire, les européistes imposent depuis 20 ans, au nom des « impératifs », des sacrifices inouïs aux européens. « Voilà vingt ans que les Etats de l'Union européenne (...) courent après des impératifs économiques avec une évidente radicalisation depuis une dizaine d'années. Le soutien au franc fort, la réduction du déficit budgétaire à 3 % et enfin la bataille rangée contre « toute inflation » (au risque d'une déflation larvée) peuvent inscrire un bilan vertigineux : aggravation du chômage, création d'un radical fossé des inégalités sociales, et enfin, précipitation dans la pauvreté de 57 millions de citoyens européens »²⁸

Les services publics sont sacrifiés au nom des « ajustements structurels ». L'euro aura coûté, d'après l'économiste américain Paul Krugman²⁹, deux points, en moyenne, de chômage aux pays européens. Une Europe plus forte ? Il a fallu au nom de la suprématie de la logique de marché sur laquelle est bâti l'euro l'ouvrir à tous vents, entraînant une destruction massive d'activité.

Mais laissons à notre prix Nobel d'économie, Maurice Allais, le soin de conclure sur ce point :

« En réalité, ceux qui, à Bruxelles et ailleurs, au nom des prétendues nécessités d'un prétendu progrès, au nom d'un libéralisme mal compris, et au nom de l'Europe, veulent ouvrir la Communauté Européenne à tous les vents d'une économie mondialiste dépourvue de tout cadre institutionnel réellement approprié et dominée par la loi de la jungle, et la laisser désarmée et sans aucune protection raisonnable ; ceux qui, par là même, sont d'ores et déjà personnellement et directement responsables d'innombrables misères et de la perte de leur emploi par des centaines de milliers de chômeurs; ne sont en réalité que les défenseurs d'une idéologie abusivement simplificatrice et destructrice, les hérauts d'une gigantesque mystification, et les naufrageurs de la Construction Européenne. Ignorants et inconscients, ils n'en sont pas moins responsables et coupables. »³⁰

2) Une communauté du bien ?

A défaut d'un accroissement de la richesse globale, le bien de la communauté se résume surtout en institutions dispensatrices de crédits. Comment y a t on accès ? En prenant son téléphone et en appelant Bruxelles. On vous répond dans un sabir de 1500 mots qui se voudrait ressembler à l'anglais (le recours systématique à l'anglais est principalement le fait des fonctionnaires français, qui semblent, plus que les autres, avoir besoin de marquer leur allégeance) qu'il faut faire une proposition et une « démarche marketing » auprès des « Institutions clientes », généralement en recrutant un lobbyiste rémunéré. Notion nouvelle ! Dans la tradition des interventions publiques, celles-ci sont destinées à mettre en œuvre des politiques d'intérêt général. Elles recherchent des initiatives privées qui y répondent, et leur accordent des financements. Il n'en est plus rien dans l'Europe administrative : elle est sa propre finalité, elle est le client. Le citoyen, l'entrepreneur ne sont plus que des fournisseurs !

²⁸ Germain Latour « Rapport moral sur l'argent dans le monde 98 », p. 477

²⁹ <http://web.mit.edu/krugman/www/>

³⁰ Maurice Allais « Combats pour l'Europe 92-94 » Clément-Juglar 94

« En laissant de côté ou à la marge à chaque fois un peu plus de citoyens, on peut se poser légitimement la question « pour quoi ou pour qui court l'Etat ? ». Car, de toute évidence, ce n'est nullement la création ou la production de richesses qui sont en cause, mais bien plutôt leur redistribution effective et équitable de plus en plus confisquée »³¹. Triste bilan : on devait gagner beaucoup en perdant un peu, on a perdu beaucoup pour des gains virtuels.

3) *Un bien du bien commun ?*

On peut considérer à ce stade que ces défauts sont des défauts de jeunesse, et que la maturité venant, l'Union européenne va parvenir à combler son « déficit démocratique ». N'est-ce pas ce que nous disent chaque jour nos élites? L'Europe ne va pas bien? Mais c'est parce que nous n'avons pas encore fait assez d'Europe! Ce raisonnement a été celui du communisme pendant les 70 ans de son existence: il fallait supporter les « imperfections » d'aujourd'hui pour accéder aux lendemains qui chantent. On sait aujourd'hui que le vers était dans le fruit. La logique de la « construction européenne » serait-elle suffisamment saine pour être capable de se réformer?

• **Une démocratie impossible : on a bâti non pas un système complexe mais un système compliqué.**

Dans un article du réputé *Journal of theoretical politics* « Models of democracy and the european union's « democracy deficit »³², John Coultrap évalue la possibilité même d'un régime démocratique européen. Après une analyse rigoureuse des fonctionnements institutionnels actuels, l'auteur conclut à l'impossibilité d'une démocratie parlementaire européenne « *Using a democratic model that is fundamentally irrelevant to the EU, the parliamentary analysis must paradoxically conclude not only that the present form a supranational european democracy is deficient, but also that it cannot be possibly otherwise.* ».

Le système mis en place par l'Union est « *too big and complex* » pour supporter une souveraineté parlementaire et un gouvernement responsable ! Si nous traduisons ce « *too big and complex* » dans notre langage systémique, cela veut dire qu'au contraire le système mis en place n'est *pas assez complexe* pour piloter la complexité du système constitué par les 15 états membres. L'Union européenne est *un système compliqué* (une imbrication de dispositifs et de procédures où l'on ne se retrouve pas et qui ne crée pas de valeur), *pas complexe et donc inapte au pilotage*.

Alors, que nous reste-t-il ? Le pouvoir d'influence des groupes de pression³³: A défaut de démocratie nous aurons les lobbies « *... it may nevertheless operate in a way to permit societal influence on such policy making via interest groups.* » soit une culture totalement nord-américaine, avec laquelle certains pays d'Europe comme les Pays-bas sont coutumiers, mais étrangère à la tradition républicaine française. Adieu, donc, les droits de l'Etat, les droits de l'homme et les droits du citoyen, place au « droit des minorités » et au communautarisme chers à Alain Madelin et Daniel Cohn-Bendit

³¹ Germain Latour, RMAM, p. 479

³² John Coultrap, *Journal of theoretical politics* 11 (1) : 107-135

³³ Ce qui en anglais s'appelle « pluralism » - qui n'a rien à voir avec notre pluralisme- et veut dire « a theory of society as several autonomous but interdependent groups » (Collins)

• **Une fermeture sur le monde.**

Système faible, l'Union est incapable de s'étendre aux frontières naturelles de l'Europe. L'adhésion des PECO fragilera l'édifice du fait de cette faiblesse du système, car ceux-ci vont accroître sa diversité et rendre encore plus complexe son pilotage. Nous sommes loin de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural !

Contrairement à ce que proclament les européistes, l'Union européenne est non pas une ouverture mais *une fermeture de l'Europe*. Toute adhésion nouvelle conduirait à accroître la fragilité de cette nouvelle tour de Babel. Adieu l'alliance turque, dont François 1^o soulignait la nécessité pour affirmer l'Etat contre l'Empire. Adieu l'alliance avec la Russie, dont de Gaulle soulignait la contribution essentielle à la construction de l'Europe comme espace géopolitique. Adieu, enfin, l'alliance avec la Serbie qui nous assurait une présence et un rôle de médiateur dans les Balkans entre les empires ottomans et germaniques. Cette Europe faible, cette « fédération sans fédérateur », risque de connaître le même sort que l'Europe d'après la I^o guerre mondiale : faute d'être porteuse d'un projet, les Balkans pourraient devenir le maillon faible qui contaminera tout le système. Ce ne sera pas l'Europe dans les Balkans, mais « l'Union européenne » balkanisée.

4) *L'Europe vers la guerre?*

S'il y avait un bien commun européen, il y aurait donc un projet commun, supérieur à la somme des projets individuels des Etats-membres, qui en serait à la fois l'émanation et la source. Chaque pays retrouverait dans le projet commun la continuité de son identité et de sa tradition historique, et trouverait dans ce projet commun une source pour le revivifier et le renforcer. Le projet européen serait alors un méta système assurant la cohérence d'ensemble des systèmes fédérés.

C'est l'argument massue des européistes: l'Union européenne sonnerait le glas des nationalismes, et donc des guerres!

Voilà qui est totalement faux. Les européistes, notamment les français, ignorent une discipline: la géopolitique. Présentée à tort comme « réactionnaire » par l'intelligentsia - il est vrai qu'elle fut liée, en Allemagne, à la conception impérialiste de « l'espace vital »- la géopolitique ne fait que rappeler une réalité essentielle: chaque Etat fait la politique de sa géographie. Comment comprendre la politique extérieure anglaise en faisant abstraction de l'insularité? Il faut avoir traversé la plaine d'Allemagne du nord pour comprendre l'inexistence du concept de frontière naturelle dans l'espace germanique. L'ambivalence française, entre une puissance maritime et une puissance tentée par le repli continental ne se comprend que par son ambivalence géographique entre une ouverture vers les mers et une richesse des territoires qui fait défaut à l'Angleterre.

Si l'Europe existait, elle mettrait donc un terme - par la vertu de l'Etat universel de Hegel!- à ces traditions géopolitiques. Elle aurait créé un système où les « parties » -les Etats- convergeraient vers un « tout ». Il n'en est rien: bien au contraire, elle les accentue, comme l'ont fort bien rappelé Paul Marie Coûteaux et Pierre-Marie Gallois.³⁴

³⁴ P.M Coûteaux "L'Europe vers la guerre" et P.M Gallois "La France sort-elle de l'histoire", L'Age d'homme".

La réunification allemande a remis à l'ordre du jour la vieille vision pangermanique: l'Europe, c'est la maîtrise par l'Allemagne de son hinterland et le leadership de l'Europe doit naturellement lui revenir. W.V. Goldenbach (pseudonyme d'un fonctionnaire du ministère des affaires étrangères de Bonn) et Hans Rüdiger Minow, ont révélé dans un ouvrage non traduit *Von Krieg Zu Krieg* (Berlin, Verlag 8, 1997) la politique allemande de soutien aux minorités ethniques et financée par le « Centre pour le règlement du sort des minorités » de Flensburg – qui finance les mouvements régionalistes français comme la ligue savoisiennne- qui est de découper les Etats en entités régionales trop faibles pour s'opposer au pouvoir central européen. Vieux rêve du pangermanisme qui remonte au XIX^e siècle, la France est découpée en sept régions ethniquement homogènes. Une seule puissance demeure intacte parce qu'ethniquement homogène : l'Allemagne, qui dominera ainsi l'Europe. M. Goldenbach conclut « la politique allemande s'est engagée sur une voie qui conduit au désastre en découpant l'Europe en régimes ethniques, estimant que les restes des Etats-nations ainsi détruits orbiteront autour de la grande puissance qu'est l'Allemagne. Plus rapidement sera opposée cette tragédie, plus limité sera le sacrifice qu'il faudra accomplir pour résister aux revendications allemandes à la puissance ».

L'Angleterre ne s'est convertie à l'europhisme qu'en raison de la politique libre-échangiste de l'Union, qui ne remet pas le moins du monde en cause sa tradition d'orientation vers le large et l'atlantisme. Ces deux piliers essentiels de l'histoire européenne ne viennent vers l'Union que parce qu'elle est un véhicule de leur politique extérieure traditionnelle. Et pendant ce temps là les europhistes français poussent des cocoricos de coqs cacochymes parce que l'on a confié à une française le strapontin de la présidence du parlement de Strasbourg !

➤ *PENSÉE UNIQUE, PENSÉE ZÉRO ET INTIMIDATION*

Ce supposé bien commun européen devient un véritable mal commun par la réduction à néant du débat démocratique. Nous en avons vu les raisons et la nécessité. *A système inconsistant, pensée pauvre*. On a donc inventé la « pensée unique », dont Jean-René Bernard nous décrit avec admiration l'efficacité : « Une des raisons pour lesquelles l'idée de la monnaie unique européenne est venue à bout de tous les obstacles en dépit de son audace (...) et des partages de souveraineté qu'elle implique, réside dans le fait que tout homme politique qui aurait osé s'opposer à ce projet ou même suggérer d'en différer la réalisation se serait très clairement défini comme prêt à anéantir l'espoir d'une Europe unie. Or, aucun homme politique au pouvoir ou cherchant à y arriver n'était prêt à prendre ce risque »³⁵.

Voilà le projet : neutraliser tous ceux qui « voudraient s'opposer ». Le mécanisme est huilé et fonctionne à merveille :

L'idée européenne est présentée comme une évidence et un progrès historique en en restant à un niveau de généralité et d'abstraction qui écarte toute analyse des faits. Si analyse des faits il y a, la prégnance de cette évidence doit être telle qu'elle doit induire la réponse, pour laquelle les services de l'union fournissent toute sorte de prêt à penser.

Le débat politique doit céder le pas aux considérations techniques. L'euro est justifié par la réussite du projet informatique de bascule dans la nuit du 31/12/98. Le public est noyé sous des gadgets préparant à la conversion. De quoi pourrait-il s'agir d'autre s'agissant d'une « monnaie apolitique »?

³⁵ Jean René Bernard, Commentaire, printemps 99, p. 67

L'argument de la modernité est utilisé systématiquement pour introduire les réformes de fond préparant au communautarisme : le PACS (reconnaissance du communautarisme fondé sur l'orientation sexuelle), la parité (représentation des communautés sur la base de quotas), les langues régionales... toutes ces voies utilisent des atours sympathiques et apparemment progressistes, « à la mode », « de son temps », de manière à renvoyer le contradictoire dans le camp des « ringards », sinon des « fascistes ». Un « antiracisme » douteux devient la source idéologique du mythe de l'hétérogénéité sur lequel veut se construire l'Union européenne. Le rapport de la baronnesse britannique Sarah Ann Ludford³⁶, adoptée le 17/03/00 par le parlement de Strasbourg, va jusqu'à préciser que « *les préjugés raciaux constatés en Europe sont complexes et fondés sur toute une série de facteurs, dont la religion, la culture, la perception des notions de « nation » et de patriotisme, et pas seulement sur la couleur de la peau* » et conclut sur la nécessité de rejeter les « *aspects du nationalisme contemporain fondés sur des idées, obsolètes et destructrices, d'homogénéité, qui favorisent la division et l'hostilité raciale, et convaincu que l'Europe doit s'affranchir de l'idée d'une culture fondamentalement blanche et redéfinir la « nation » au profit de la communauté placée sous la juridiction de l'État, et que l'identité européenne doit intégrer l'expérience et la culture des communautés minoritaires* ». Exit la nation, vive le communautarisme ethnique! La conclusion s'impose d'elle-même par l'instauration de « quotas ethniques » dans les entreprises, aussi le parlement « **demande que le suivi ethnique devienne obligatoire pour toutes les entreprises comptant plus de 250 salariés et que les résultats soient publiés** ». L'antiracisme de salon aboutit donc à son résultat inverse habituel: la mise en fiche sur la base de l'origine ethnique.

Le dispositif est verrouillé par la maîtrise de la presse et des médias qui généralisent la pratique de l'injure et du lynchage médiatique des contradicteurs. Qui ne se plie pas est dénoncé publiquement, de « l'outing » d'Act-Up (dont Emmanuel Leroy-Ladurie rappelait que ce n'était certainement pas une pratique nouvelle, mais qu'elle remontait au moyen âge et avait déjà un nom : l'inquisition) à la « lepénisation des esprits » présentée par « Le Monde » comme le premier des dangers, au lynchage médiatique de Jean-Pierre Chevènement qui s'annonce avec celui du Conseil Constitutionnel - qui a commis la faute, à l'inverse du Conseil d'Etat, de ne pas encore avoir reconnu la supériorité du droit européen sur le droit français- avec la campagne contre le « cesaro-papisme » des défenseurs de cet attribut essentiel de la souveraineté et de l'unité nationale qu'est la langue française.

Une pensée qui devient unique en termes de contenu est une pensée zéro en termes de processus. Elle tourne le dos à la pratique du débat qui veut que plusieurs options soient examinées, et que, dans la transparence et sous le regard du peuple, ce soit celle qui est le plus conforme à la poursuite du bien commun qui soit choisie. Une telle pensée ne pense plus, elle aboie. Le verbe « penser » est d'ailleurs devenu intransitif : on « pense que ». Le « penser » de la philosophie politique classique est retourné dans la caverne des opinions³⁷.

³⁶ Rapport sur la lutte contre le racisme et la xénophobie dans l'Union européenne COM(1999) 268 – C5-0310/1999 + C5-0015/2000 – 1999/2205(COS)) Commission des libertés et des droits des citoyens, de la justice et des affaires intérieures Rapporteur: Baroness Sarah Ludford

³⁷ « *La caverne, c'est le monde des opinions opposé à celui de la connaissance* ». Leo Strauss, dans « Droit naturel et histoire » avait prédit les conséquences probables de l'abandon de la philosophie politique et du droit naturel au profit de l'historicisme et du relativisme dont l'européisme est le dernier avatar.

➤ *L'UNION EUROPÉENNE, UN « ORDRE NOUVEAU » ?*

Pouvait-il en être autrement? La lecture des doctrines des européistes révèle une pratique fondée sur le fantasme accompli dans le secret, à l'abri du regard des peuples vus comme le premier obstacle. Ces fantasmes atteignent un niveau délirant sous la plume de M. Tommaso Paddoa-Schioppa, administrateur de la Banque Centrale Européenne, dans un article de la fort intéressante revue « Commentaire »³⁸. M. Paddoa-Schioppa a gagné. L'Europe existe par sa Banque centrale. Il nous révèle donc ses secrets en nommant son papier « Les enseignements de l'aventure européenne ».

On y apprend que « L'aventure européenne a également fait émerger tout en montrant leur efficacité, des modes d'action politique bien différents de ceux qui caractérisent les démocraties contemporaines (...). Libérée de toute contrainte de parti, de groupe d'intérêt, de nationalité, d'exigence électorale, de nécessité de gain, elle confère à qui l'adopte une grande liberté d'action et, de ce fait, une efficacité décuplée. (...) En réalité ce mode d'action politique est celui des révolutionnaires, qui se résume ainsi: création d'un ordre nouveau; désintéressement, conspiration, idéalisme (...) La construction européenne est une révolution, même si ses révolutionnaires ne sont pas des conspirateurs blêmes et maigres, mais des employés, des banquiers et des professeurs ».

Ordre nouveau, des révolutionnaires qui font notre bonheur à notre insu, débarrassés de nos contingences versatiles: *tout ce discours est celui du totalitarisme*. Ce n'est pas la fin de l'histoire, c'est son recommencement! Qu'un article aussi délirant occupe autant de place (10 pages, toutes sur le même ton) dans une revue qui nous avait habitués à plus d'exigence épistémologique nous dit où nous en sommes.

Nous y allions dès le début d'ailleurs, nous révèle M. Paddoa-Schioppa. Evoquant le Traité de Rome, il écrit « Rétrospectivement le traité n'était pas (comme le pensait Jean Monnet lui-même et bien d'autres fédéralistes) un simple accord international pour la liberté des échanges, mais le noyau de la Constitution européenne. *Traité* certes, car rédigé dans les formes classique de convention entre gouvernements, et soumis à la ratification des Parlements. Mais *Constitution* aussi car il transforme tout notre cadre économique et juridique, et complète les textes organiques des états membres. » Nouveau docteur Folamour, M. Paddoa-Schioppa nous a bien eus. Il est content³⁹.

Laissons la conclusion à Philippe Meyer « C'est un progrès : il nous débarrasse de toutes les incertitudes liées à la démocratie et à cette idée, donc, selon laquelle la pluralité des opinions étant la richesse d'une société, chacune d'elles doit jouir du droit d'être discuté. De même que nous avons remplacé l'information par la communication, bien plus efficace, qui mâche le travail du lecteur de journal ou du téléspectateur, nous sommes en train de remplacer la réflexion par l'anathème et cela va nous faire gagner du temps. »⁴⁰

³⁸ Commentaire, automne 99

³⁹ M. Paddoa-Schioppa sous-estime ici Jean Monnet qui dès mai 1953, en tant que Premier président de la CECA, revendiqua les prérogatives protocolaires d'un chef d'Etat, que les américains lui accordèrent immédiatement en le recevant à Blair House dans les formes appropriées. Il alla jusqu'à exiger d'avoir le pas sur le Président de la République française et se vit pour cela exclut des réceptions à l'Elysée. Une procédure fut même envisagée à son encontre pour faute de service devant la Cour permanente de justice internationale de La Haye. Voir Patrick Samuel "Michel Debré, l'architecte du général" 2000, A. Frenel, p. 117

⁴⁰ Chronique sur France-Inter à 07H47, reproduite dans Commentaire, op. cit.

La cohérence interne de l'Union européenne, en raison même de ses principes fondateurs, apparaît comme bien faible et sans issue. Par sa volonté de poser des actes irréversibles, elle va détruire les cadres existants des Etats et des nations qui ont assuré la paix, la prospérité et la coopération, sans être à même de construire un nouveau cadre stable. Plus tard sera la chute, plus dure elle sera. Plus tôt cette nouvelle Babel s'effondrera, dans un grand fracas de bureaux amorti par le matelas de ses directives, plus vite et à moindre coût il sera possible d'entreprendre une construction européenne basée sur la coopération d'Etats adultes faisant de leur diversité naturelle une ressource, tournant le dos aux fariboles hégéliennes pour délibérer en pleine lumière.

5) POURQUOI « L'UNION EUROPÉENNE » EST-ELLE UNE MAUVAISE IDÉE ?

L'europhisme n'est pas une idée, une étoile qui se dessine dans l'imagination d'un concepteur pour tracer une voie possible et s'affiner dans un va-et-vient avec le réel. L'europhisme est une idéologie, soit un ensemble fermé autosuffisant et autoréférentiel, une totalité. Par définition, l'idéologie est totalitaire, c'est-à-dire qu'elle contient tout l'appareillage conceptuel pour s'autojustifier et se reproduire, indépendamment du réel. L'idéologue exclut toute confrontation au réel. Lorsque le réel montre que l'idéologie a tort, l'idéologie ne change pas : elle exclut le réel. L'idéologue sait, il n'a pas à apprendre de l'expérience ni à tenir compte des faits. *L'idéologue a un droit absolu au pouvoir qui lui vient de son savoir*, il n'a à être ni discuté ni mis en cause. L'idéologue est hors du temps, il va vers les lendemains qui chantent, peu importe que le présent gémisses.

Roland Hureaux⁴¹ a établi un parallèle saisissant sur les similitudes de l'europhisme avec les idéologies totalitaires du XX^e siècle. L'europhisme, à la différence des deux autres grands totalitarismes qui l'ont précédé, ne prône pas la violence physique pour parvenir à ses fins et en reste à la violence verbale de la pensée unique. C'est un totalitarisme soft qui n'en présente pas moins tous les attributs du totalitarisme.

➤ *L'EUROPÉISME A LE SAVOIR*

- **L'europhisme repose sur des principes abstraits** : Les idéologies séduisent par des formules, après « la propriété c'est le vol » de Joseph Proudhon, « le capitalisme c'est l'exploitation de l'homme par l'homme » de Marx, l'europhisme nous dit « les nations c'est la guerre » et « l'union fait la force ». Ces formules sont censées être auto-évidentes et ne supporter aucune discussion. Peu importe que les états les plus riches du monde soient des petits états comme la Suisse. Peu importe que, mondialisation aidant, les hommes manifestent leur attachement historique et naturel au terroir. Peu importe que tous les empires aient toujours fini par s'effondrer. Peu importe que les organisations les plus performantes cherchent aujourd'hui à s'organiser en arborescence d'organisations moyennes. Peu importe que, moins d'un an qu'après que le président Mitterand eut déclaré "L'Europe, c'est la paix" à l'occasion du Traité de Maastricht, elle entra en guerre et pour longtemps sur l'initiative unilatérale et conjointe de l'Allemagne et du Vatican de reconnaître la Slovaquie.

⁴¹ Roland Hureaux « Les hauteurs béantes de l'Europe » - la dérive idéologique de la construction européenne. F.X de Guibert, 1999.

- Les idées simples se rient de ces réalités dépassées. Le seul problème avec ces pseudos idées simples c'est qu'elles ne sont que simplistes : « L'Allemagne est une puissance industrielle et a une monnaie forte, ayons une monnaie forte, nous serons une puissance industrielle ». Le discours européiste est truffé d'idées simplistes intemporelles qui ne sont jamais comparées à la réalité, mais que la réalité se charge de rappeler.
- **L'européisme se prend pour une science** : Le marxisme léninisme avait inventé le socialisme scientifique, explication définitive et absolue du monde du début à la fin de l'histoire. Le nazisme inventa la *deutsch physik*. L'euro fait contre lui l'unanimité des Prix Nobel d'économie vivants (à l'exception du canadien Robert Mundell) ? Peu importe, l'idéologie s'assimile à une science. Ce sont les autres qui ne comprennent pas ou sont mus par des motifs troubles et non avouables, tout comme la biologie fut condamnée comme une théorie capitaliste et la théorie de la relativité comme une théorie juive.
- **L'européisme est d'une logique implacable** : L'idéologie procède par engrenages censés provoquer des effets de cliquet interdisant le retour en arrière et imposant qu'on fasse encore plus. Le marché commun requerrait le marché unique, lui-même appelant la monnaie unique qui requiert à son tour l'union politique. La logique de la construction européenne est d'autant plus folle qu'une fois la mécanique mise en marche par les technocrates, il n'existe aucun pouvoir politique pour arrêter le processus. Nous avons lancé une machine folle ? raison de plus pour accélérer la construction politique, dit l'européisme, logique fermée qui a réponse à tout.
- **L'européisme a une ambition mondiale** : Jean Monnet le dit sans ambiguïté dans ses mémoires, la construction européenne préfigure l'organisation du monde de demain. Après la monnaie unique européenne, la monnaie unique mondiale ! D'où le soin que met l'européisme à se « brunir » pour faire oublier ses origines blanches et catholiques : son goût pour la promotion de l'hétérogénéité à l'intérieur en détruisant toutes les structures d'intégration dans les cultures nationales, en promouvant le communautarisme, en faisant du musulman bosniaque le nouveau héros du droit de l'hommisme. C'est une perversion de l'esprit universaliste des Lumières qui était un universalisme des idées, pas un universalisme politique. Cette perversion explique sans doute pourquoi, alors que les fonctionnaires européens défendent en général les intérêts de leur pays, les fonctionnaires français de Bruxelles prennent un soin particulier à le renier, en commençant par leur propre langue.
- **L'européisme est une langue de bois** : Les textes européens sont délibérément incompréhensibles : le Traité d'Amsterdam renvoie aux articles du Traité de Maastricht qui renvoie à l'Acte unique qui renvoie au Traité de Rome. N'importe quelle circulaire sur la fabrication des caramels ou sur le sperme de cochon compte plus de vingt mille mots. La Constitution française de 1958, à l'origine un texte précis et concis, devient progressivement un magma d'idées à la mode pour intégrer les lubies du droit européen. Ces textes ne sont pas clairs ? Pas de problème répond l'européisme, remplaçons les par une constitution européenne qui sanctionnera le fait accompli.

➤ *LE SAVOIR DONNE LE DROIT AU POUVOIR*

- **Le projet européen rejette la démocratie** : Alors que, dans la tradition républicaine, « Vive la Nation ! » équivaut à « Vive la République », les fondateurs de l'Europe ont installé l'idée que nation équivaut à nationalisme et qu'il fallait impérativement détruire les nations pour assurer la paix. Or, les peuples sont légitimement attachés à la nation. Pour assurer le triomphe de la démocratie sur la nation, il faut donc procéder de manière non démocratique, afin de détacher les peuples de leurs « vieux démons ». L'historien britannique John Laughland souligne que les idéologues de l'européisme sont des disciples de Clausewitz pour qui « la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens ». Bien sûr, la guerre n'est pas la continuation mais l'échec de la politique. Donc pour les européistes pour supprimer la guerre, il faut supprimer la politique « la politique, qui est la quintessence de la liberté humaine, est perçue comme une menace - et la seule antidote possible (...) est d'endormir le peuple avec les certitudes soporifiques d'une planification économique anonyme »⁴². Tout comme Lénine expliquait que pour libérer la classe ouvrière il fallait avoir recours à des révolutionnaires professionnels et non à l'expression spontanée de la classe ouvrière qui ne peut parvenir qu'à la « conscience petite bourgeoise trade-unioniste », les européistes considèrent qu'ils ont une conscience plus éclairée que la masse, qui les exonèrent du formalisme de la démocratie.
- **Le projet européen refuse le débat** : il est autoévident. Les débats sur l'euro ne porte jamais sur le « Quoi ? », mais uniquement sur le « Comment ? ». Il ne peut être question que de problèmes de mise en œuvre face à l'archaïsme des peuples, de campagne « d'éducation » et de communication. Jamais de débat sur l'essentiel.
- **Le projet européen élimine ses adversaires** : il ne les élimine pas physiquement comme les deux autres totalitarismes précédents, mais intellectuellement en les faisant passer pour des arriérés mentaux ou des fanatiques attardés. Ou encore en frappant à la caisse en fermant l'accès de la haute fonction publique aux eurosceptiques ou en coupant les recettes publicitaires ou l'accès aux médias aux journaux eurosceptiques.
- **L'Europe n'est pas fédérale, mais centraliste** : tout autant que l'Union soviétique se prétendait une fédération de républiques autonomes, l'Europe n'est fédérale que sur le papier. La « subsidiarité » a été vidée de son sens : au lieu de partir du bas pour n'attribuer au pouvoir central que le strict nécessaire, elle part du haut pour ne laisser aux états-membres que les futilités. Toutes les réglementations européennes sont centralisées, de la Laponie à Gibraltar : on interdit aux lapons la commercialisation de la viande de rène faute de chambres froides, les dates de la chasse sont les mêmes sans tenir compte des diversités des rythmes de vie de la faune.

⁴² John Laughland "The Tainted Source: the undemocratic origins of the european idea". - Warner Books - London 1997

- **L'Europe est bureaucratique** : ses textes vont jusqu'à régler l'inclinaison de la pente des rampes d'accès des animaux dans les camions. La bureaucratie européenne crée sa langue propre à partir d'un volapuk apatride et fondée sur la complication des textes, et que seuls les bureaucrates sont capables de comprendre, tout comme les mandarins de l'ancienne Chine étaient les seuls à pouvoir comprendre le droit qu'ils édictaient.

➤ *L'EUROPE VA DANS LE SENS DE L'HISTOIRE*

- **L'Europe promet des lendemains qui chantent** : ils justifient tout, à commencer par l'aujourd'hui qui déçante. Les peuples doivent consentir des sacrifices aujourd'hui pour construire des lendemains plus beaux.
- **L'Europe est dans le mouvement de l'histoire** : ce mouvement est irrésistible, comme lorsque le monde marchait vers la vérité incontournable du socialisme. Ce mouvement est tellement irrésistible qu'il exonère l'eurocratie du recours au referendum et au suffrage universel. Dans la pratique, la construction européenne s'associe au déclin de la vie politique et à une progression sans précédent de l'abstention aux élections.
- **L'Europe ne peut faire que « plus de la même chose »** : mouvement irrésistible, évidence historique, si l'Europe ne marche pas c'est qu'il faut faire encore plus d'Europe, tout comme les panes du socialisme réclamaient encore plus de socialisme.
- **L'Europe combat l'homme et la nature** : tout comme dans les autres idéologies, l'homme ne peut s'accomplir que par le dépassement de soi dans un déterminisme historique strict qui nie la liberté individuelle. L'idée européenne est née dans la culture janséniste de la démocratie chrétienne, fondé sur un pessimisme radical quant à la nature humaine, aux antipodes de l'humanisme de de Gaulle nourri à l'humanisme d'Ignace de Loyola. Il se fixe pour but de combattre les « mauvais instincts » de l'homme, au premier rang desquels le sentiment national. L'Europe déteste par dessus tout les traditions populaires, à commencer par les traditions culinaires – donc françaises en premier lieu – auxquelles il livre une guerre sans merci au nom de « l'hygiène » et de l'uniformisation.

Esprit fermé, dogmatisme, autisme par rapport au réel, l'Europe est une nouvelle Babel. Elle connaîtra la même fin.